

CR du point « sanitaire » du 25/11/2021, avec le Directeur de cabinet du Ministre

Thierry LEDROIT directeur de cabinet du Ministre a indiqué qu'il voulait rencontrer les syndicats avant la conférence de presse de VERAN cet après-midi.

Sur la situation sanitaire, il indique que les choses seraient maîtrisées.

Les équipes auraient bien fait respecter les risques barrière.

La vaccination des élèves : 75% schémas vaccinaux complets (77% de primo vaccinés et + de lycéens que de collégiens)

Concernant la vaccination des personnels, il annonce 90% en septembre (sur la base d'un sondage) et 95% à ce jour, sur la base d'une impression.

Tendance à l'augmentation exponentielle des fermetures de classes : 8000 classes fermées aujourd'hui.

Il y aurait 5000 cas confirmés d'élèves.

Dépistage : il constate seulement 50% d'adhésion des parents et seulement 200 000 tests/semaine. (L'objectif était de 600 000).

¾ des classes fermées sont à l'école élémentaire et 20% à l'école maternelle. Le 2° degré est touché à la marge.

Expérimentations : il rend compte de l'expérimentation dans 10 départements où un test à lieu dès qu'il y a un cas. Cela aurait évité des fermetures. Sur 700 cas confirmés 400 fermetures de classe auraient été évitées.

On constate que lorsque le test à lieu le jour même le taux de positivité est dans la norme alors qu'à J7 il baisserait significativement.

La principale annonce réside dans la généralisation du dépistage réactif à l'école mais de permettre aussi le dépistage en ville par les parents qui sur présentation d'un test PCR pourrait renvoyer leurs enfants à l'école.

Concernant les tests à l'école : Le problème est rejeté sur les laboratoires qui ne pourraient pas assurer et rendre les résultats plus vite.

Il s'agirait de suivre les cohortes d'élèves chaque semaine et suivre les élèves. Pour cela il faudra avoir un taux d'adhésion des familles supérieur à 50%

Concernant les capteurs de CO2 : La situation serait en amélioration. Le Ministère finance les équipements jusqu'au 31 décembre. Satisfecit aussi sur l'aération.

A ce jour pas de changement de protocole. Toujours niveau 2.

Intervention FO :

Le journal Les Echos d'aujourd'hui s'interroge sur les pistes pour limiter les fermetures de classe et indique que le ministre a ouvert timidement la voie à un nouveau protocole sanitaire.

FO indique cela car le CHSCT chargé d'émettre un avis sur les propositions du ministère n'est toujours pas saisi.

FO a eu beau écouter le directeur de cabinet, mais toujours pas entendu d'initiative sur les créations de postes, toujours rien. Pour la FNEC FP FO le meilleur des gestes barrières demeure la création des postes nécessaires permettant des enseignements devant des petits groupes d'élèves.

C'est même le contraire qui est fait puisque les missi dominici des DASEN passent dans les écoles en dehors de toute saisine des CTS pour annoncer des fermetures de classes et même d'écoles.

On ne peut recruter des personnels mais on peut recourir aux retraités pour enseigner comme dans le département de la Seine et Marne (77)

La FNEC FP FO a entendu qu'il n'était pas question de changer de niveau de protocole qui reste niveau 2. C'est l'occasion pour nous de rappeler notre opposition au téléenseignement et au ½ jauge qui aboutissent à priver les élèves de leur droit à la scolarisation.

Nous rappelons notre opposition à l'obligation vaccinale. Le Ministère ne peut se payer le luxe de se priver des personnels. Tous les suspendus doivent être réintégrés. Les médecins et infirmiers pour des raisons évidentes de sous effectifs permanents d'ailleurs, Mais aussi pour les psychologues de l'Education Nationale.

A l'instar de la PJJ nous demandons que les psy EN ne soit plus soumis à l'obligation vaccinale.

Nous alertons sur les conséquences des décisions du ministère qui aboutissent à bloquer dossiers GEVASCO qui sont en attente. Le Ministère doit bien mesurer les conséquences de ses décisions : des milliers d'enfants en situation de handicap sont privés de leurs droits.

Sur ce sujet la FNEC FP FO a porté plusieurs demandes :

- Dans plusieurs départements dont la Gironde des collègues non vaccinés qui avaient été placés sur des affectations temporaires sont victimes de mesures brutales de la part des DASEN qui mettent fin à cette délégation et suspendent les personnels et ce en contradiction même avec la loi.
- La FNEC FP FO tient à apporter son soutien aux personnels avec l'intersyndicale qui sont engagés dans le mouvement social en Guadeloupe et en Martinique. Nous dénonçons la répression dont sont victimes des syndicalistes. Nous dénonçons notamment la décision du Préfet de Guadeloupe qui utilise le Plan de Continuité Pédagogique pour tenter de briser le mouvement social en cours.

Enfin, concernant l'intervention du Directeur de Cabinet :

- Sur les tests à l'école, pour FO il est très facile de faire reporter la responsabilité de l'échec des objectifs en termes de tests sur les laboratoires d'analyse. La réalité est toute autre. La mise en œuvre est très complexe et représente une surcharge de travail énorme pour les directeurs. La FNEC FP FO a donc demandé que cela soit mis en œuvre par les ARS.
- Concernant les capteurs de CO2, il n'y a pas de quoi se réjouir, la mise en place est plus que marginale.
- Sur l'aération des locaux non plus, les fenêtres qui ne s'ouvrent pas demeurent.

A propos des interventions des autres :

SGEN et FSU indiquent que l'annonce ministérielle doit être bien expliquée et ne pas laisser croire qu'il n'y aura plus de fermeture de classes. D'ailleurs ces 2 organisations ont indiqué qu'elles étaient plutôt pour les fermetures.

La CGT est également intervenue sur les postes. Elle a indiqué son opposition à l'obligation vaccinale.

Plusieurs organisations (CFDT et CGT) sont également intervenues sur les psy EN.

Le SNALC a carrément demandé le passage en niveau 3. Ou 4.